

« L'ordre règne à Budapest »

Octobre 1956 : l'insurrection ouvrière hongroise

« L'ordre règne à Varsovie », « l'ordre règne à Paris », « l'ordre règne à Berlin ». Tous les demi-siècles, les gardiens de « l'ordre » lancent ainsi dans un des foyers de la lutte mondiale leurs bulletins de victoire. Et ces « vainqueurs » qui exultent ne s'aperçoivent pas qu'un « ordre », qui a besoin d'être maintenu périodiquement par de sanglantes hécatombes, va inéluctablement à sa perte... Les masses ont été à la hauteur de leur tâche. Elles ont fait de cette « défaite » un maillon dans la série des défaites historiques, qui constituent la fierté et la force du socialisme international. Et voilà pourquoi la victoire fleurira sur le sol de cette défaite. [Rosa LUXEMBURG, *Die Rote Fahne* n° 14, 14 janvier 1919]

Il y a cinquante ans éclatait l'une des plus grandes insurrections ouvrières du XX^e siècle.

Elle frappa les esprits par son intensité et fut la cause d'un considérable ébranlement des partis communistes staliniens d'Europe occidentale. Pour la première fois depuis l'insurrection des ouvriers de Berlin-Est et celle des ouvriers de Poznań, une insurrection ouvrière dirigée contre le Parti-État et sa « couverture » soviétique se généralisait à tout un pays.

La Hongrie avait connu en 1919 pendant 133 jours la révolution des conseils ouvriers – sous la conduite très contestable et quasiment dictatoriale de Bela Kun, qui était un ancien (et fort médiocre) bureaucrate syndical. La République des conseils telle que l'imaginait Bela Kun était dans les mots une République des conseils, qui détenait le pouvoir politique, et dans les faits une République où les syndicats étaient un organisme de reconstruction et de gestion économiques de l'État et non un véritable organe de pouvoir par en bas¹.

En octobre et novembre 1956, un mot d'ordre apparut, qui semblait reprendre en la critiquant la défunte République des conseils : « le pouvoir *effectif* aux conseils ouvriers ». Dans l'urgence, la dispersion et souvent la confusion, ce mot d'ordre reçut un début d'application. Néanmoins, très rapidement, le mouvement fut écrasé par les chars soviétiques. Cet écrasement, finalement approuvé en leur for intérieur par les puissances occidentales, la Yougoslavie de Tito et ouvertement par la Chine, fut occulté par la crise de Suez qui plaça au second plan l'insurrection spontanée des travailleurs hongrois, pour

¹Ainsi cette déclaration de Bela Kun, le 14 mai 1919 : « L'appareil de notre industrie repose sur les syndicats. Ces derniers doivent s'émanciper davantage et se transformer en puissantes entreprises qui comprendront la majorité, puis l'ensemble des individus d'une même branche industrielle... Jamais le syndicalisme n'a possédé l'importance qu'il a de nos jours. Sa nature n'est pas politique; sa mission sera d'organiser et contrôler la production. » [Dauphin-Meunier (Achille), *La Commune hongroise et les anarchistes*, 21 mars 1919-7 août 1919, Librairie internationale, Paris, 1926]

le plus grand soulagement de la France et de la Grande-Bretagne qui avaient envoyé leurs troupes sur le Canal pour soutenir Israël et surtout contrôler la mer rouge.

Les prodromes et les luttes de fraction pour « nationaliser » le système stalinien de la Pologne à la Hongrie

Les « révélations » à huis clos de Khrouchtchev, lors du XX^e congrès du Parti communiste d'Union soviétique tenu en février 1956, sur ce qui fut pudiquement appelé les « crimes de Staline », n'avaient pu rester « secrètes » et avaient déjà ébranlé tous les partis staliniens, en particulier ceux qui étaient au pouvoir à l'Est et ceux qui, à l'Ouest, comme le parti communiste français (PCF), risquaient de voir leur assise ouvrière s'effondrer. Ils craignaient tous que ce fut l'ouverture d'une « boîte de Pandore », laissant échapper non seulement l'espérance mais la rage chez des ouvriers qui ne nourrissaient aucune illusion sur la nature d'un État dont le « social » ne profitait qu'à la mince couche des « dirigeants ».

Le terrorisme de cet État dont la base était le capitalisme d'État, établi sur la base de l'exploitation maximale du travail et assis sur les baïonnettes russes, était vécue tous les jours comme un cauchemar par les ouvriers et travailleurs intellectuels. Tous étaient entourés d'une nuée de mouchards, surveillés par les polices secrètes et avaient déjà goûté aux « cachots du peuple », quand ce n'était pas aux tortures de la nouvelle « Sainte inquisition », en tant qu'éléments « parasites » ou « contre-révolutionnaires ».

Vivant dans des conditions de travail et de logement rappelant la pire période d'accumulation capitaliste au XIX^e siècle, l'immense masse des travailleurs manuels et intellectuels vivait dans un état d'épuisement, aggravé non seulement par la sous-alimentation et la hausse régulière des cadences de travail, mais aussi par la peur quotidienne de la délation. Derrière l'égalité affichée par le régime, régnaient la pire corruption, les pires chantages et les pires injustices sociales. Cette situation n'était pas différente de celle que subissaient les travailleurs du « tiers monde » et même ceux des pays capitalistes les plus développés, qui régulièrement rappellent au monde leur état d'exploité par des explosions sociales dirigées autant contre « leur État » que leurs « défenseurs » sociaux².

- Poznán

Il était donc inévitable, depuis la mort de Staline, que le très fort mécontentement ouvrier à l'Est, mais aussi celui des couches intellectuelles qui refusaient de se faire les mercenaires idéologiques de l'État, se manifestassent au grand jour. Les événements d'octobre 1956 en Hongrie trouvent en fait leur origine en Pologne. En juin, les ouvriers d'une fabrique de locomotives et de matériel d'armement à Poznán se mettent spontanément en grève pour obtenir une augmentation des salaires, la diminution des prix et l'abaissement des cadences de travail. Les négociations menées avec la direction de l'usine ne débouchent sur rien, les ouvriers descendent alors massivement dans les rues

²Ainsi, par exemple, les grèves de 1955 en France, à Nantes et Saint-Nazaire. [Cf. la revue *Agone*, n° 33, « Le syndicalisme et ses armes », Marseille, avril 2005.]

de la cité et se politisent très vite en exigeant « le pain et la liberté », l'« abolition du travail aux pièces », aux cris de « les Russes dehors », un mot d'ordre calqué (et adapté) sur le mot d'ordre « US go home », utilisé de l'« autre côté ». On entend aussi « rendez-nous la religion ».

Les troupes de l'État russe qui encerclaient la ville, par prudence et certainement sur ordre, n'intervinrent pas. Les chars polonais intervinrent et firent merveille, dans un esprit tout patriotique hérité de la période du maréchal Pilsudski : les ouvriers, sans armes, furent écrasés dans le sang. Toutes les grèves de solidarité qui éclatèrent spontanément dans d'autres villes polonaises furent rapidement étouffées.

L'appareil d'État polonais hésite. Les staliniens les plus intransigeants, le « groupe de Natolin », brandissent la menace d'un coup d'État militaire où « il sera nécessaire de réaliser de façon brutale la raison d'État » et d'établir « l'état d'exception ». Ces propos étaient tenus par un écrivain, ancien fasciste « recyclé », chef du mouvement catholique Pax qui avait interprété le mot d'ordre « rendez-nous la religion ». Le tout était baptisé avec la traditionnelle boue antisémite où pataugeaient avec délices aussi bien le stalinisme national qu'une extrême droite polonaise qui s'était vite ralliée à la conception « musclée » de l'« État socialiste »³.

La classe dirigeante polonaise prit peur. Le Parti État décida que plus de souplesse s'imposait, pour éviter que les désordres sociaux ne débouchent sur des revendications politiques et sociales plus radicales. Le secrétaire général du Parti Edward Ochab fit part subitement de sa « compréhension » : les trois quarts des ouvriers de Poznań avaient bien subi une chute de leurs salaires réels, des augmentations de cadences pour un salaire aux pièces en chute libre⁴. Il y aurait donc du changement sur la scène d'un théâtre politique dont les rideaux étaient totalement baissés.

Gomulka, considéré comme un « libéral », puisqu'il avait été emprisonné comme « opposant au parti » par le régime stalinien, est réintégré dans le parti. Largement soutenu par la majorité de la population, qui voit en lui un sauveur, il est bientôt nommé secrétaire général du parti le 19 octobre. Les unités blindées russes marchent alors sur Varsovie. Les **Soviétiques demandaient que leur créature, le ministre de la défense de l'Etat polonais, le maréchal russe Rokossovski⁵ reste, ce que refuse Gomulka, qui est prêt à l'épreuve de force.** Craignant un processus de guerre entre la Pologne et la Russie, le Kremlin dut s'incliner. Rokossovski dut quitter la Pologne et devint ministre de la défense soviétique. La Pologne était trop importante dans le Pacte de Varsovie, il valait donc mieux céder et laisser se développer « une voie polonaise ».

³Fejtő (François), *Histoire des démocraties populaires. 2. Après Staline 1953/1971*, Seuil, Paris, 1972, p. 107.

Le général Jaruzelsky n'oublia pas la précieuse « leçon » qui lui était donnée par ses prédécesseurs : il proclamera l'état de guerre, pour mettre fin au formidable mouvement ouvrier d'août 1980.

⁴Anderson (Andy), *Hongrie 1956*, éd. Spartacus, Paris, 1975, p. 46-49, pour les événements polonais.

⁵Le maréchal Constantin Rokossovski (1896-1968) était un Soviétique d'origine polonaise qui était ministre de la défense polonaise depuis 1949. C'est Edward Ochab (1906-1989), et donc la direction du Parti communiste polonais, qui avait demandé au maréchal russe d'intervenir contre les insurgés de Poznań.

Cette tentative, non de « libéraliser » mais plutôt de « nationaliser » l'appareil d'État et son rouage le Parti communiste, en s'appuyant sur un large soutien populaire, avait donc réussi. Gumulka s'empressa d'obtenir l'aide de l'Église catholique qui se mit à son service pour « calmer » les esprits, après obtenu qu'un grand pèlerinage national rende hommage à la « Vierge noire » de Czstochowa et, par ce biais, à « la nation polonaise millénaire ». La situation de l'État Parti se stabilisant ouvrait « la voie polonaise au socialisme », une « nationalisation » du capitalisme d'État polonais, sans chars russes.

b) Le cas hongrois

Il en alla tout autrement de la Hongrie, où la tradition révolutionnaire du passé était beaucoup plus présente et où les intellectuels et les ouvriers étaient plus prompts à « passer de l'arme de la critique » à « la critique des armes ».

L'agitation contre le régime ultrastalinien de Rákosi se développa à partir d'avril 1956, lorsque se forma le Cercle Petöfi, qui comprenait des étudiants membres des jeunesses communistes. Ce cercle, qui avait pris comme emblème le plus grand poète national, put éditer de nombreuses brochures et tenir de nombreuses réunions qui toutes demandaient non seulement une plus grande liberté littéraire, mais le châtement de ceux qui avaient condamné le ministre de l'intérieur László Rajk à la pendaison en 1949, et surtout la fin de la terreur policière du régime. Rákosi fut contraint à la démission le 18 juillet à la suite d'une entente russo-yougoslave qui visait à stabiliser toute la région pendant le processus de « déstalinisation ».

À partir de septembre, dans le sillage des événements polonais, les travailleurs hongrois commencent à s'agiter et réclament une « autogestion ouvrière effective » dans les usines, calquée sur un « modèle yougoslave », qui n'avait rien de vraiment révolutionnaire⁶. Le Cercle Petöfi et l'Union des écrivains reprirent ces mots d'ordre, puis exigèrent la réintégration dans le Parti d'Imre Nagy, qui avait gouverné le pays de 1953 à 1954, dans le cadre d'une temporaire « déstalinisation ». Les deux exigeaient une « voie hongroise au socialisme » et menaient campagne pour dénoncer des traités économiques inégaux conclus avec l'URSS, en particulier pour l'exploitation des stratégiques gisements d'uranium découverts au sud de la Hongrie.

Face à l'agitation, et sur pression de l'URSS, Ernő Gerö, secrétaire général du parti et ancien bras droit de Rákosi, s'envole pour Belgrade, après discussion avec ses patrons du Kremlin, afin de rencontrer Tito et préparer une éventuelle évolution de tout l'appareil qui commence à devenir branlant.

L'Octobre hongrois : révolte, insurrection et révolution

⁶Anderson (Andy), *Hongrie 1956*, éd. Spartacus, Paris, 1975, p. 57-60. Pour Anderson, « la revendication d'autogestion... lui donna un tranchant révolutionnaire au sens propre du terme ». Il est significatif que la philosophe Hannah Arendt, dans une étude sur la révolution hongroise, considérait « qu'il n'y a aujourd'hui en Yougoslavie aucun système des conseils et aucun conseil ouvrier libre » [*Die Ungarische Revolution und der totalitäre Imperialismus*, Piper, Munich, 1958, p. 40]

Les étudiants du Cercle Petöfi lancent le mot d'ordre d'une manifestation de « solidarité avec la Pologne », qu'ils placardent sur les murs de Budapest le 23 octobre. La manifestation est d'abord interdite, puis finalement autorisée, devant la statue du général polonais Joseph Bern, héros de la révolution hongroise de 1848. Bientôt affluent des masses d'ouvriers formant une foule compacte attendant que se déclenche « quelque chose de très grand, de très important »⁷. Une foule de jeunes gens se rend au parc municipal, où une immense statue de Staline est mise en pièces dans l'hilarité générale, puis posée symboliquement devant le Théâtre national, munie du panneau de signalisation : « Voie sans issue ».

Or le même jour, Gerö était revenu de la Yougoslavie, où il avait obtenu l'aval de Tito, de celui qu'il avait naguère traité de « fasciste » et de « contre-révolutionnaire ». Gerö devrait former un nouveau gouvernement, qui inclurait Imre Nagy.

Gerö, sitôt revenu et assuré que l'URSS et la Yougoslavie s'étaient mises au même diapason pour opérer des changements « en douceur », parle à la radio plusieurs fois. À 20 heures il dénonce le mouvement de contestation comme « fasciste » et contre-révolutionnaire. Son langage est un archétype de la réaction de panique des représentants de la classe dominante devant toute révolte sociale : les manifestants ne sont que de la « racaille » et de la « canaille ». C'est du moins ce que les manifestants, étudiants et ouvriers, croient comprendre⁸.

Ce qu'ignorait l'écrasante majorité des ouvriers hongrois c'était le rôle de « chien sanglant » qu'avait déjà tenu le même Ernö Gerö pendant la révolution en Espagne, une révolution qu'il haïssait comme le péché⁹. Sous le nom de « camarade Pedro », il agissait comme agent du NKVD (la police secrète russe) et était officiellement « militant » du parti stalinien catalan (PSUC). Gerö avait participé directement à l'enlèvement et à l'exécution du chef du POUM Andrés Nin, après l'écrasement des insurgés anarchistes et poumistes de Barcelone en mai 1937¹⁰. C'était donc un « homme d'expérience ».

Les discours volontairement provocateurs de Gerö mettent le feu aux poudres. En sortant du bâtiment de la radio, il faillit être lynché par la foule et réussit à se rendre au

⁷Fejtö (François), *op. cit.*, p. 122.

⁸Molnár (Miklós), *Victoire d'une défaite. Budapest 1956*, Fayard, Paris, 1968, p. 129. Ce style de discours dictatorial fait régulièrement des émules dans les classes dominantes, tel ce ministre de l'intérieur français, d'origine hongroise, qui en octobre 2005 alluma l'incendie des banlieues françaises en affirmant qu'il fallait en finir avec la « racaille » et « nettoyer au kärcher » la « canaille » les cités pauvres peuplées de chômeurs, le plus souvent d'origine immigrée. **Le kärcher est un puissant appareil ménager et industriel, de marque allemande, destiné au nettoyage des voitures ou des locaux d'immeuble.**

⁹Le social-démocrate allemand Gustav Noske, nommé ministre de la guerre, et chargé de la liquidation à Berlin du mouvement spartakiste en janvier 1919, avait déclaré : « Il faut bien que quelqu'un soit le chien sanglant ». Le dirigeant Friedrich Ebert, de son côté, avouait : « Je hais la révolution comme le péché ».

¹⁰Cf. Maria Dolors Genovés, « *Operación Nikolai* o el asesinato de Andreu Nin », in *Història política, Societat i Cultura dels Països catalans*, Barcelona, 1998. Voir aussi : Agustín Guillamón, « La NKVD y el SIM en Barcelona. Algunos informes de Gerö ("Pedro") sobre la Guerra de España », in *Balance*, Barcelona, 2000.

parlement où siégeait le Parti communiste hongrois. Il convoque le comité central, se déclare prêt à nommer Nagy président du Conseil, et fait appel aux troupes soviétiques.

Du bâtiment de la radio, symbole du pouvoir, partent des coups de feu, sans doute tirés par le détachement de la police politique tant honnie : l'AVH¹¹. La troupe hongroise envoyée pour mater ce qui devient l'insurrection de la rage fraternise avec les insurgés et se dissout dans la foule, les armes passent de main en main. Des ouvriers arrivent peu après en camions avec des caisses de munitions. Le siège de la radio commence et l'insurrection se répand comme une traînée de poudre dans toute la ville.

Les troupes soviétiques interviennent le 24 au matin et ouvrent le feu dans plusieurs quartiers de Buda et Pest : 350 corps jonchent les rues de la capitale, plusieurs milliers de blessés sont récupérés dans des ambulances, sur lesquels titrent les hommes de la police secrète, l'AVH, véritable garde prétorienne du régime stalinien.

Imre Nagy est nommé premier ministre, tandis que Gerö reste à son poste de « premier secrétaire du parti ». Nagy proclame la loi martiale¹² et bientôt promet l'amnistie et « un plan de démocratisation dès que possible », si les insurgés déposent les armes. Mais l'insurrection gagne : de forts bataillons d'ouvriers venus de la ceinture industrielle, des étudiants, des soldats, de jeunes élèves officiers convergent. De nombreux membres de l'AVH sont exécutés par les insurgés.

Au cours de combats contre l'AVH et les forces soviétiques, qui dureront jusqu'au 29 octobre, la masse des soldats hongrois, et même les officiers et les forces de la police municipale passent dans les rangs des insurgés et font le coup de feu. Les forces soviétiques décontenancées hésitent, certains équipages des chars se mêlent aux manifestants. Certains désertent et participeront même aux combats aux côtés des ouvriers.

Les choses se sont considérablement aggravées pour le pouvoir, lorsque les 50 000 ouvriers des usines métallurgiques de l'île de Csepel, sur le Danube, au sud de Budapest, commencent à bouger. Csepel la rouge, le « Billancourt » de Budapest, se met en marche. Les ouvriers de Csepel la Rouge décident de prendre d'assaut le siège du parti communiste pour y établir le quartier général du Comité révolutionnaire de Budapest. Ils ne sont pas venus les mains vides : ils apportent avec eux des caisses de munitions et des armes.

¹¹ *Államvédelmi Hatóság (Agence de la sécurité d'État) ou AVH était le nom de la police politique. Situé à Budapest au 60 de l'avenue Andrassy de Budapest, le siège de l'AVH était l'ancien siège du parti hitlérien hongrois. Il était pourvu de salles de torture et d'une salle des potences. Depuis 2002, ce lieu est devenu un musée : la « Maison de la terreur », qui commémore les victimes du fascisme et du stalinisme.*

¹² Un décret signé « Imre Nagy, Ministre président », promulgue « la loi martiale dans le cas des crimes suivants : activité subversive, rébellion, incitation à la rébellion, incendie provoqué, détention d'explosifs ou leur emploi prohibé, violences contre officiels ou civils, détention d'armes prohibées. Tous les crimes passibles de la loi martiale sont punis de mort. » Il semblerait que Nagy n'ait pas signé le décret de sa main, c'est du moins ce qu'il affirmera. [(Fejtő, Ferenc), *La révolte de la Hongrie d'après les émissions des radios hongroises, octobre-novembre 1956*, Ed. Pierre Horay, Paris, 1957, p. 20]

L'« ordre » ne règne ni à Budapest ni dans le reste du pays¹³. Comme en 1848 lors du « printemps des peuples », comme en 1918, après la défaite de l'armée austro-hongroise, toute la Hongrie s'embrace. L'insurrection semble prendre une tournure nationaliste, tout à fait « quarante-huitarde », de lutte d'émancipation nationale, drapeau hongrois en tête.

Mais il ne s'agissait pas d'un nouveau 1848. Le 26 octobre, l'émeute s'était généralisée et avait déjà pris l'aspect d'une insurrection sociale. L'appareil bicéphale du parti et de l'État s'était effondré.

Profitant du vide du pouvoir, après avoir affronté, anéanti ou désarmé, puis dissous les troupes de l'AVH, les insurgés forment partout des conseils ouvriers et intellectuels, ou des comités révolutionnaires, à Miskolc, Pécs, Győr, Szeged, etc.). Partout, de façon spontanée, se déclenche la grève générale. Une « dualité des pouvoirs » s'instaure, à la seule différence que les conseils ouvriers et les différents « comités révolutionnaires » détiennent de fait la totalité du pouvoir. Le pouvoir des conseils, qui a pris différentes formes (cf. infra), est le seul reconnu par les travailleurs et les étudiants et intellectuels qui l'ont rallié. Et ce nouveau pouvoir dispose des postes émetteurs radio dont il s'est emparé qui diffuse les informations réelles et surtout donne des mots d'ordre aussi bien politiques que militaires qui reflètent assez bien l'état d'esprit révolutionnaire. Certains « comités révolutionnaires », peu significatifs, surtout proches de la frontière autrichienne, manifestent un esprit nationaliste exacerbé pro-américain, qui semble copier les communiqués de Radio Free Europe de Munich, subventionnée par la CIA.

L'appareil d'État et le parti stalinien cherchent à se reconstruire et préparent la contre-révolution de l'intérieur et de l'extérieur

Une contre-révolution ne vient pas seulement de l'extérieur, dans le cas hongrois, sous la forme de chars russes T 34. Elle devait s'appuyer sur l'attitude du nouvel appareil d'État national conduit par le premier ministre Imre Nagy *et* János Kádár, qui avait finalement remplacé Ernő Gerő à la tête du parti, et s'était rangé « du côté du peuple insurgé ».

Il n'était plus possible de lancer des appels à reprendre le travail et à rendre les armes, les conseils ouvriers s'y opposaient de toutes leurs forces, tant que les troupes soviétiques seraient encore présentes. De plus, dans certaines villes, les conseils avaient déjà décidé que seuls les secteurs du ravitaillement, de la santé, du transport, de l'armement reprendraient immédiatement le travail, tout en exprimant une confiance, empreinte de forte méfiance, au gouvernement mis en place¹⁴. Seuls les étudiants et les intellectuels manifestaient plus d'enthousiasme et s'accrochaient comme à un mythe au nom d'Imre

¹³Le quotidien du parti communiste français, le plus stalinien d'entre les partis staliniens occidentaux, exulte : « L'ordre est rétabli à Budapest » [*L'Humanité*, 25 octobre 1956].

¹⁴Les 30 000 mineurs de Balinka, le 28 octobre, exigeaient – avec un fort accent d'humour prolétarien – que les troupes russes quittent la Hongrie « sous la protection des *drapeaux blancs* » [Les drapeaux blancs n'étaient pas seulement le symbole de la reddition, mais aussi celui de la *contre-révolution*. NDR.], qu'ils accepteraient volontiers « une liste gouvernementale reconnue *valable* par les insurgés », mais qu'ils attendaient d'Imre Nagy « la *preuve* qu'il *peut* et qu'il *veut* tirer le pays hors de l'abîme ». [*La révolte de la Hongrie d'après les émissions des radios hongroises*, op. cit., p. 75] (Les italiques sont de nous).

Nagy, présenté comme un Père Noël débonnaire de la Nation, dont la hotte allait être lourdement chargée¹⁵.

Le 29 octobre, il avait été annoncé par Radio-Budapest qu'un « comité national provisoire », avait été formé, chargé de former des gardes nationales. Ces gardes, qui semblaient évoquer le souvenir lointain de 1830 et 1848, regrouperaient tous les insurgés, qui n'auraient donc pas à rendre leurs armes et fusionneraient avec les soldats, les officiers et la police municipale qui avaient participé à l'insurrection. Deux jours plus tard, un appel émanant des « forces armées révolutionnaires » et des « conseils révolutionnaires de l'armée populaire », contresigné par différents généraux et colonels, proclamait la 'patrie en danger' contre le danger extérieur russe et promettait « d'arrêter les éléments étrangers au peuple et les malfaiteurs de droit commun », sans préciser lesquels et surtout où commençait et où finissait le « peuple »¹⁶. Il s'agissait donc d'une reconstitution de l'appareil d'État, ce qui à terme aurait signifié la fin du « peuple en armes » et le complet désarmement des conseils ouvriers.

Le gouvernement Nagy comprend que, pour rétablir l'« ordre » sous toutes ses formes, il est nécessaire de satisfaire pleinement les revendications nationales des insurgés et de mettre au point un système de coalition nationale multiparti. Le cardinal József Mindszenty est sorti de son emprisonnement et peut parler à la radio, où il donne une caution religieuse au gouvernement.

Nagy, surtout, reconnaît officiellement les conseils ouvriers. Il promet de satisfaire leurs exigences : augmentations de salaires, élévation des allocations familiales et programme de reconstruction « pour résoudre la crise du logement »...

Les choses semblent aller très vite, après la fin des combats le 30 octobre. Le 31 octobre, les Soviétiques annoncent le fin de l'occupation de Budapest. À 20 heures, Nagy prend position à la radio pour une déclaration de neutralité de la Hongrie¹⁷, qui se retire du Pacte de Varsovie. Mais, quelques heures plus tard, les troupes soviétiques, plus de 200 000, envahissent la Hongrie. Nagy franchit alors le Rubicon et s'adresse un télégramme à l'ONU en lui demandant une intervention immédiate. Il forme aussi un cabinet de coalition nationale : trois communistes (Imre Nagy, Kádár et le général Pál Maléter), trois leaders du parti des petits-propriétaires, le chef du nouveau parti Petöfi, formé d'écrivains, et trois leaders du parti socialiste, dont l'un part immédiatement pour Vienne pour recevoir la bénédiction de l'Internationale socialiste. Néanmoins, lors d'une

¹⁵ Les étudiants « le traitaient comme un Père Noël tout-puissant qui pourrait réparer en un clin d'œil mille erreurs du passé, obtenir le retrait immédiat des Russes, faire de la Hongrie un pays de cocagne, diminuer les prix, augmenter les salaires, redistribuer les terres, contenter tout un chacun, créer la démocratie, la liberté totale ». [François Fejtö, *Budapest 1956*, coll. Archives, Julliard, Paris, 1966, p. 217.]

¹⁶ « Documents, récits et textes sur la révolution hongroise », *Socialisme ou Barbarie*, Paris, mars-mai 1957, p. 85-86.

¹⁷ L'Autriche, un an auparavant, en 1955 avait été déclarée neutre aussi bien par le bloc américain que par le bloc russe.

réunion du Cabinet Nagy, celui-ci se déclare prêt à annuler son télégramme à l'ONU, si les troupes soviétiques se retirent¹⁸.

Nagy est alors sûr de Kádár, qui se présente comme son « ami »¹⁹. Kádár, le premier novembre, glorifie l'insurrection, dénonce le « gangstérisme politique » de l'ancien régime, déclare le même jour à l'ambassadeur russe Andropov que s'il le fallait il descendrait dans la rue et lutterait « *sans armes* » contre leurs tanks²⁰. Puis, il disparaît mystérieusement devant l'ambassade russe, pour gagner la frontière, en Ukraine subcarpathique. **La veille, en fait, il avait été secrètement « désigné » par le gouvernement soviétique pour former un « gouvernement révolutionnaire provisoire »²¹.**

Le même jour, Nagy obtient l'adhésion de la plupart des conseils ouvriers de Budapest et de la province. La consigne de grève est levée et le lendemain les ouvriers de Csepel reprennent le travail. Le gouvernement Nagy semble donc avoir réussi à rétablir l'« ordre ».

Mais, le 3 novembre, Budapest est complètement encerclée par les chars russes. Le 4 novembre au matin, Budapest est attaquée.

L'intervention des chars russes dans toute la Hongrie et surtout à Budapest dans la nuit du 3 au 4 novembre fut à la mesure de la peur de la classe dirigeante et possédante russe. Cette peur était partagée par la Chine de Mao Tsé-toung et Chou-en-Laï, mais aussi par la Yougoslavie de Tito, qui possédait une importante minorité hongroise en Voïvodine, et approuva finalement l'écrasement de la deuxième insurrection²². Tous avaient devant les yeux le spectre de la disparition du glacis (les « démocraties populaires ») et croyaient assister à un début d'éclatement de leur « Empire », sans compter à court terme une prompt « contamination » sociale par les conseils ouvriers.

Après avoir fait mine de dialoguer par la bouche de ses propres envoyés (Souslov, Mikoyan et Andropov), et promis la veille encore un retrait des troupes, puis finalement attiré dans un piège les têtes militaires qui s'étaient ralliées à l'insurrection (comme le colonel Pál Maléter, qui était devenu le « héros national » du moment), la classe dirigeante russe donnait finalement la parole aux armes. Plusieurs divisions soviétiques, armées et ravitaillées comme en temps de guerre, attaquaient à l'aube. Les tanks T 34 « dernier cri » étaient équipés de stabilisateurs gyroscopiques leur permettant de tirer en marche des obus au phosphore aussi destructeurs que le napalm, leur avancée était soutenue par des avions de bombardement. Tout immeuble d'où partait un tir de partisan était immédiatement détruit.

¹⁸Glatz (Ferenc), « A kormány és a párt vesető szerveinek dokumentumaiból, 1956, október – 23, november – 4 », in *História* 11, n^{os} 4-5, Budapest, 1989.

¹⁹Le qualificatif d'« ami » n'est pas sans évoquer celui que donnait Allende au général Pinochet, qu'il venait de nommer à la tête des forces armées chiliennes, peu avant le coup d'état du 11 septembre 1973.

²⁰Fejtő (François), *Budapest 1956*, op. cit., p. 241.

²¹Cf. *Cold War International History Project Bulletin*, n° 5, Washington, printemps 1995, p. 53-55.

²²Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, Paris, 1978, p. 584.

L'écrasement militaire de la résistance et l'établissement d'un « gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan » conduit par Kádár, revenu dans les fourgons russes, ne mettent pas fin au pouvoir des conseils. Ceux-ci ne reconnaissent que le « pouvoir » de Nagy qui s'est réfugié dans l'ambassade de Yougoslavie. Ils lancent des appels à la grève qui sont partout suivis. L'appareil d'État que les Russes et Kádár veulent reconstituer ne peut être celui de Rákosi. Le principal problème pour Kádár comme pour la classe dirigeante russe est donc l'anéantissement des conseils ouvriers, en sachant que la grève générale épuise toutes les ressources alimentaires sur lesquelles compte une population déjà épuisée.

Les conseils ouvriers pendant et après l'insurrection

Sans l'apparition spontanée des conseils ouvriers, la révolution en Hongrie n'aurait été rien d'autre qu'une révolution de type démocratique, menant à un réaménagement à la Gomulka de l'appareil d'État. Ce sont les conseils ouvriers, et rien d'autre, qui ont donné leur sens à l'Octobre hongrois, celui d'une tentative de révolution prolétarienne qui fut vite, mais avec difficulté, écrasée par la force et enfin étouffée par l'isolement et la démoralisation.

a) La formation des conseils avant le 4 novembre

C'est dès le 24 octobre que les conseils ouvriers d'usine s'étaient créés partout en Hongrie. Ils remplaçaient sur le champ tous les organes de pouvoir de l'ancien régime, après avoir mis hors d'état de nuire les troupes de l'AVH qui occupaient les bâtiments officiels.

Ils n'étaient pas les seuls organes de pouvoir. Avec eux ou en dehors d'eux, apparaissaient plusieurs organes d'insurrection, sous des étiquettes diverses, le plus souvent sur une base d'identité nationale : Conseil révolutionnaire, Conseil national révolutionnaire, Conseils d'ouvriers et de soldats, Conseil révolutionnaire de travailleurs, Comité national révolutionnaire, Conseil national, Comité national, Comité socialiste révolutionnaire, voire conseil municipal de travailleurs²³. On note même, à côté d'eux, des « Parlements étudiants révolutionnaires » dont certains collaboreront étroitement avec les conseils d'usine.

L'idée de former des conseils ouvriers s'était en fait propagée bien avant l'insurrection, mais dans les cercles nagystes du parti communiste hongrois favorables au « modèle yougoslave d'autogestion ». Le 25 octobre, les dirigeants syndicaux, en liaison avec l'appareil du parti, essayèrent de mettre sur pied un conseil ouvrier dans une grande usine de Budapest. En effet, « le conseil national des syndicats venait de prendre une initiative, approuvée par le Comité central du Parti, en vertu de laquelle on devait former un conseil ouvrier dans chaque usine, afin que les travailleurs aient un droit de regard plus étendu sur la marche de l'entreprise pour qu'ils dirigent réellement les usines »²⁴. Il s'agissait

²³Fejtő (François), *Budapest 1956*, p. 157.

²⁴Témoignage de Ferenc Töke, ancien vice-président du conseil central ouvrier du Grand-Budapest, revue *Études*, n° 3, Bruxelles, 1960.

pour le nouveau gouvernement de faire en sorte que les nouveaux conseils soient créés dans les usines « avec l'assistance des organes syndicaux »²⁵.

Ce que n'avait pas prévu le régime, c'est que les travailleurs formeraient comme par enchantement et par centaines des conseils d'usines qui prendraient en main non seulement la gestion de l'entreprise mais celle de l'économie locale et régionale.

Traités de « contre-révolutionnaires » du passé par les partis stalinien du monde entier, les conseils ouvriers étaient composés majoritairement de jeunes de moins de trente ans, ayant eu souvent en poche la carte de « membre du parti », qui leur donnait en fait l'unique droit de travailler. Avec les événements révolutionnaires, le Parti État dont dépendaient tous les travailleurs pour obtenir du travail s'était effondré : de 900 000 membres, à la veille de l'insurrection, il avait officiellement perdu les neuf dixièmes de ses effectifs en décembre 1956.

Comment fonctionnaient, qui était membre et quels étaient les buts de ces conseils ?

Contrairement aux espérances de l'appareil du Parti et du nouveau gouvernement Nagy-Kádár, les élections à ces conseils ne furent pas organisées par les syndicats ni par aucun parti. Les élections, qui se déroulaient au plein milieu des combats, se firent en respectant la démocratie ouvrière : la date des élections était annoncée à plusieurs reprises, chacun était invité à prendre la parole et à proposer des candidats qui étaient jugés en premier lieu sur leur compétence, leur courage et résolution, leur activité passée et surtout présente. Les élections devaient être représentatives de la majorité : entre 50 et 70 % des effectifs des usines étaient représentés. Les élus l'étaient en qualité de travailleur – ouvrier, technicien ou ingénieur – et non comme délégué d'un parti ou d'un syndicat²⁶.

La principale raison d'être des conseils ouvriers était la conduite de la grève, sur une base de réorganisation de la politique économique : ils continuaient à payer les salaires qu'ils avaient d'ailleurs augmenté et accordaient des aides immédiates aux plus démunis ; ils organisaient le ravitaillement par un commerce direct avec les paysans, à l'aide de convois de camions. Les aliments, de façon très politique, étaient entreposés dans les usines elles-mêmes, qui assuraient ensuite la redistribution.

Le principal problème pour les insurgés était la coordination et l'affirmation de ces conseils au niveau de tout le territoire. En effet, Radio-Budapest était aux mains du nouveau gouvernement Imre Nagy. Cette radio appellera ces conseils spontanés des « désordres industriels », puis affirmera que les ouvriers ne souhaitaient qu'une chose : « reprendre normalement le travail ».

En province, pour faire entendre leur voix et trouver ainsi un organe de propagation de leurs idées et de leurs décisions, les travailleurs s'emparèrent de plusieurs stations radio et commencèrent à expliciter leurs exigences, telles qu'elles étaient élaborées dans les

²⁵Molnár (Miklós), *Victoire d'une défaite. Budapest 1956*, Fayard, Paris, 1968, p. 194.

²⁶Pannonicus, « Les conseils ouvriers de la révolution hongroise », *Socialisme ou Barbarie*, n° 21, p. 105-112.

conseils. Les revendications se situaient sur un terrain politique et économique : amnistie générale pour tous les insurgés, dissolution de l'AVH et retrait des troupes soviétiques, libertés civiles et politiques, gestion ouvrière des usines, création de nouveaux partis et syndicats indépendants.

Certains conseils, comme celui de la ville industrielle de Miskolc, s'étaient radicalisés. Le conseil refusa de déposer les armes et de reprendre le travail et forma des milices ouvrières, s'érigeant en gouvernement local indépendant du pouvoir central. Ce cas n'était pas isolé, car dans d'autres grandes villes, comme Győr et Pécs (au sud de la Hongrie), « le conseil ouvrier... dirigeait tout ; il armait les combattants, organisait le ravitaillement, présentait des revendications politiques et économiques »²⁷. Ils étaient donc le seul pouvoir.

Ce qui manquait à ces conseils, c'était la formation d'un Conseil central, qui ne pouvait être installé qu'à Budapest, et qui n'apparaîtra qu'une fois la défaite militaire consommée. Certains conseils s'étaient coordonnés pour mettre en place une commission nationale révolutionnaire, qui devrait remplacer le Parlement²⁸.

Dans la courte durée d'apparition, puis de fonctionnement des conseils, se mêlaient les revendications les plus diverses où coexistaient revendications socialistes, démocratiques (« élections libres »), nationales (« indépendance nationale »), et surtout le retour à la paix par le départ des troupes soviétiques d'occupation. Pour beaucoup, « la revendication nationale, dans les Conseils ouvriers hongrois, avait une priorité certaine sur les revendications d'ordre économique et social »²⁹, du moins jusqu'au 4 novembre.

b) Après la défaite militaire du 4 novembre

Face aux 200 000 hommes de troupe soviétiques, face à des tanks de combat améliorés, la résistance armée fut écrasée sur tout le territoire. Cela prit néanmoins une bonne semaine, car la résistance fut acharnée.

Les conseils ouvriers n'avaient pourtant pas disparu et continuaient à être la seule autorité reconnue, celle qui lançait les mots d'ordre de grève ou de reprise du travail. Le gouvernement de Kádár n'existait que sur le papier, le peu d'employés qui s'étaient ralliés ne circulant qu'en voiture blindée sous escorte russe ; aucun dirigeant qui avait été « démissionné » par les conseils n'aurait osé revenir dans les lieux de production. Le Parti socialiste ouvrier hongrois, que dirigeait maintenant Kádár (qui avait pris soin d'enlever l'adjectif « communiste »), était une coquille vide, sans autres adhérents que les forces de répression.

²⁷Revue *Socialisme ou Barbarie*, « L'insurrection hongroise », supplément au numéro 20, février 1957, p. 26.

²⁸Arendt (Hannah), *Die Ungarische Revolution und der totalitäre Imperialismus*, Piper, Munich, 1958, p. 46

²⁹Fejtő (François), *Budapest 1956*, op. cit., p. 163.

En province, s'étaient développés des conseils de paysans et d'ouvriers agricoles, lesquels constituaient la majorité de la population hongroise. Tout en soutenant l'action des conseils ouvriers et en leur assurant la garantie d'un ravitaillement des villes, en particulier dans la lutte contre l'armée russe, ils se plaçaient dans un cadre patriotique (« notre patrie bien-aimée ») et fortement corporatiste, quand il s'agissait de leurs seuls intérêts : « Nous demandons et revendiquons la création, à l'échelon national d'un conseil paysan révolutionnaire, d'une représentation des intérêts de la paysannerie, comme un syndicat, par la voie duquel le gouvernement en fonction peut négocier avec la paysannerie et celle-ci peut également collaborer avec le gouvernement. »³⁰

Les conseils ouvriers d'arrondissement de Budapest, par contre, relevaient la tête. L'événement majeur intervint le 14 novembre, soit environ 5 jours après la fin des combats : les conseils d'arrondissement se fédéraient en un Conseil central du Grand-Budapest, qui ne reconnaissait toujours pas le gouvernement Kádár³¹. Mais il disposait de peu de moyens de communiquer avec les conseils de province, qui du coup restaient isolés. Les radios dont les insurgés s'étaient emparés le 24 octobre avaient été vite reprises par les troupes russes et celles de l'AVH. Malgré quelques tentatives, les conseils furent dans l'impossibilité d'avoir leur propre organe d'information et de décision, toutes les machines d'impression ronéo ayant été saisies par la force militaire russe.

Les conseils, auxquels étaient associés l'Alliance des écrivains et le Cercle Petöfi, avaient essayé de « négocier » avec Kádár, enfermé dans le Parlement, en exigeant le retrait des troupes russes et des élections au scrutin secret, sur une base multipartite, avant d'envisager toute formation d'un gouvernement qui ne pourrait être que démocratique et socialiste.

Les conseils maintenaient comme préalable la réintégration de Nagy dans le gouvernement Kádár, alors qu'il s'était réfugié dès le 4 novembre dans l'ambassade de Yougoslavie. La réponse de Kádár en elle-même fut « admirable »; elle constitue un morceau d'anthologie : « Vous avez le droit de ne pas reconnaître mon gouvernement, cela m'importe peu. Je suis soutenu par l'armée soviétique, vous êtes libres de faire ce que vous voulez. Si vous ne travaillez pas, c'est votre affaire. Ici, au Parlement, nous aurons toujours de quoi manger et de quoi nous éclairer »³².

Puis ce fut une autre série de négociations qui montraient la lassitude des ouvriers. Sur une promesse de Kádár d'« entamer des pourparlers avec les Soviétiques », les délégués appelèrent à la reprise du travail pour le 19 novembre. Cela ne se fit pas sans mal. Des discussions furent même, en toute naïveté³³, menées avec le haut-commandement

³⁰« Déclaration » du comité national du département du Sud-Komáron, 19 novembre 1956 [site web plusloin : www.plusloin.org/textes/hongrie/]

³¹Cf. Balász Nagy, «La formation du conseil central ouvrier de Budapest en 1956 », *Correspondance socialiste internationale* n° 8, Paris, 1961.

³²Témoignage de Ferenc Töke, déjà mentionné, in Broué et alii, op. cit., p. 251.

³³Ainsi cette réflexion de Ferenc Töke, op. cit, p. 263, à l'occasion d'une séance du Conseil central, à laquelle participaient des officiers soviétiques, où fut évoqué un « événement de l'histoire nationale hongroise » : « Les Soviétiques se levèrent, saluèrent militairement pendant que s'élevait notre chant national. *Ils se comportèrent de façon tellement correcte que nous crûmes la fin de Kadar arrivée* » (Les italiques sont de nous).

soviétique, alors que celui-ci donnait un coup de main à Kádár pour arrêter les membres des conseils les plus en vue. Cet apparent « dialogue », ponctué d'arrestations et de disparitions de délégués du Conseil central, de coups de théâtre comme la formation par le pouvoir d'un faux Conseil central appelant à la grève générale, ne pouvait qu'accélérer la démoralisation des ouvriers qui se sentirent finalement trahis.

Kádár avait promis qu'à côté des conseils qui seraient « reconnus » et ne devraient être autre chose que des organes de gestion – sauf dans l'appareil d'État, les postes et les transports – s'installeraient des syndicats « libres ».

Les conseils d'usine qui constituaient l'ossature des conseils ouvriers hongrois se trouvèrent rapidement en face-à-face avec les syndicats que le pouvoir de Nagy, puis maintenant celui de Kádár essayaient de restaurer.

Dans un appel « à tous les conseils ouvriers d'usine, d'arrondissement et de département », le conseil central ouvrier du Grand-Budapest, à une date tardive (27 novembre) protesta contre « la thèse des 'syndicats libres' récemment constitués d'après laquelle les conseils ouvriers devraient être uniquement des organisations économiques ».

Le conseil central exprimait en fait, et pour la dernière fois, toute la méfiance de la base face à une restauration de syndicats dits « libres » présentés comme des organes de travail et détachés du parti en place. Dans un Appel, le Conseil central reconnaissait que seule la libre adhésion individuelle à des syndicats pouvait avoir un sens. Elle devait être un « travail social bénévole », ce qui impliquait l'abandon des « permanents syndicaux rétribués ». En effet, l'activité aussi bien au sein d'un comité d'usine qu'au sein d'un conseil ouvrier devait rester une activité quasiment révolutionnaire, dont personne ne saurait vivre : « Nous ne voulons pas vivre de la révolution et nous ne tolérerons pas que qui ce soit essaye d'en vivre. » et de toute manière, « on ne saurait préserver d'une autre manière les syndicats du danger de la bureaucratisation et de l'éloignement du peuple »³⁴.

La défaite était pourtant bien là et les conseils ouvriers commençaient à perdre très rapidement toute leur substance. Douze jours de révolution en plein jour étaient bien peu pour affirmer, comme certains le crurent, que « la révolution prolétarienne » venait de commencer, à un niveau « plus élevé » que dans le passé³⁵. La contre-révolution avait en fait triomphé : elle était venue de l'extérieur sous la forme des tanks russes, mais devait s'appuyer de l'intérieur pour briser la seule alternative au pouvoir que représentaient les conseils³⁶, d'abord le gouvernement Nagy *et* Kádár, puis celui de Kádár, qui ne tenaient

³⁴Broué (Pierre), Marie (Jean-Jacques) et Nagy (Balázs), *Pologne-Hongrie 1956, ou « Le Printemps en Octobre »*, EDI, Paris, 1966, p. 279-285.

³⁵Chaulieu (Pierre) [Cornélius Castoriadis], « La révolution prolétarienne contre la bureaucratie », *Socialisme ou Barbarie*, n° 20, déc. 1956-fév. 1957, p. 170 : « La révolution prolétarienne contre la bureaucratie vient de commencer. Pour la première fois depuis la révolution espagnole de 1936, la classe ouvrière crée à nouveau en Hongrie ses organismes autonomes de masse. Dès son premier jour, cette révolution se situe à un niveau plus élevé que les révolutions précédentes. »

³⁶Hannah Arendt rappelle que dans le passé allemand « ce n'était pas la réaction, mais la social-démocratie qui avait liquidé le système des conseils. Et si ce n'avait été elle, les communistes l'auraient certainement

nullement à coexister avec un autre pouvoir, mais aussi par une lente (et sans doute inévitable) capitulation des instances des conseils ouvriers devant la force.

Épilogue : « Victoire d'une défaite » ?

On ne sait combien de combattants ont trouvé la mort au cours de cette brève révolution : 20 000, 50 000 ? Les blessés se comptaient par dizaines de milliers. Après l'écrasement, ce furent des milliers d'exécutions, de condamnations à mort souvent secrètes. Le nombre de prisonniers et d'internés dépassa les 33 000, rappelant pour beaucoup les sombres jours de la dictature de l'amiral Horthy. Des milliers de réfugiés (200 000) se pressèrent dans des camps en Yougoslavie et en Autriche, avant de gagner d'autres pays occidentaux.

Les conseils ouvriers qui subsistaient avaient été progressivement noyautés, puis dissous par la force par le nouveau gouvernement Kádár. Il fallut néanmoins attendre plusieurs mois avant que l'ordre « règne à Budapest » comme dans toute la Hongrie. Les 11 et 12 janvier 1957, les ouvriers de Csepel – au sud de Budapest – se mirent en grève. La police intervint : il y eut un mort ; les chars russes cernèrent Csepel, qui dut capituler. En septembre 1957, le gouvernement de János Kádár signa la dissolution officielle des derniers conseils ouvriers, qui refusaient d'être des courroies « yougoslaves » de transmission du régime.

Cette même année 1957, le « réformateur » Khrouchtchev pouvait proclamer fièrement qu'il avait agi en « vrai stalinien » : « *Staline écrasait nos ennemis. Personnellement j'ai grandi sous Staline. Nous pouvons être fiers d'avoir coopéré à la lutte contre nos ennemis pour les progrès de notre grande cause. Sous cet angle, je suis fier que nous soyons des Staliniens.* »³⁷

Néanmoins, la peur aidant et le talon de fer n'étant plus suffisant pour maintenir l'exploitation de la classe ouvrière et l'emprise de l'empire russe, une aide économique massive vint d'URSS, de Tchécoslovaquie et d'Allemagne de l'Est. Elle permit de rehausser le niveau de vie des ouvriers hongrois et Kádár put instaurer une sorte de « socialisme de consommation » à la « sauce goulash ». Après avoir fait pendre Imre Nagy, Pál Maléter, Miklós Gimes³⁸ et d'autres en juin 1958, le gouvernement de Kádár put pendant les années soixante se croire suffisamment fort pour d'abord décréter une amnistie générale en 1963, puis ensuite permettre des voyages à l'Ouest, ce qui était impossible dans les autres pays du glacis soviétique.

fait, s'ils en avaient pris la barre ». [*Die Ungarische Revolution und der totalitäre Imperialismus*, Piper, Munich, 1958, p. 40]

³⁷Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, ibid.

³⁸Miklós Gimes (1917-1958) était un ami politique et personnel d'Imre Nagy. Pendant la révolution, il dirigea *Szabad Nép* (« Peuple libre »), au service de la révolution, et un journal des oppositionnels du parti communiste, regroupés dans la Ligue des socialistes hongrois. Après le 4 novembre, il prit la tête du Mouvement démocratique d'indépendance.

Les partis staliniens purent officiellement se « réformer ». Leurs adhérents qui se cachèrent pendant la révolution purent ressurgir au grand jour, ou agirent quelque temps dans les conseils en se présentant sous l'étiquette de « syndicats libres ». Au même moment, le futur philosophe et psychanalyste Cornélius Castoriadis, dirigeant du groupe français « Socialisme ou Barbarie », pouvait affirmer que « quatre-vingt-dix-neuf virgule quatre-vingt-dix-neuf pour cent des militants actuels des partis staliniens peuvent être récupérés par la révolution »³⁹.

Les « combattants de la liberté », comme ils furent nommés, étaient en fait les combattants d'une révolution sociale ouvrière qui fut vite matée. Ce serait faire injure à leur mémoire que de les assimiler à d'autres « combattants de la liberté » qui étaient au même moment expédiés sur le canal de Suez, pour garantir les intérêts des impérialismes français, britannique et israélien.

Pour les chantres du libéralisme économique, comme le sociologue français Raymond Aron, il ne pouvait s'agir que d'une « révolution anti-totalitaire »⁴⁰, finalement marquée par une époque révolue, « comme les révolutions contre la monarchie ou l'absolutisme étaient possibles » au XIX^e siècle. Celle-ci s'opposait au « despotisme » d'État russe, dont il se gardait bien de définir le soubassement économique.

Peu se demandaient, fascinés par les progrès économiques de la sphère occidentale, si la technologie capitaliste la plus moderne n'allait pas finir par absorber toutes les sphères de la société civile, au point de créer un homme certes « mondialisé » mais totalement « unidimensionnel ».

Herbert Marcuse dans un livre écrit en 1964 et qui parut à Paris avant mai 1968 prévoyait une ère de domination totale : « ... la domination se perpétue et s'étend, non pas seulement grâce à la technologie mais en tant que technologie, et cette dernière fournit sa grande légitimation à un pouvoir politique qui prend de l'extension et absorbe en lui toutes les sphères de la civilisation... L'horizon instrumentaliste de la raison s'ouvre sur une société rationnellement totalitaire »⁴¹.

Il restait à savoir si dans une société devenue totalitaire, il n'y aurait plus lieu d'espérer que des révoltes périodiques et héroïques, vite étouffées ou vite écrasées, semblables en cela aux révoltes d'esclaves du temps de Spartacus. Mai 68 devait démentir ce sombre pronostic de Marcuse.

³⁹Pierre Chaulieu (Castoriadis), « La voie polonaise de la bureaucratisation », *Socialisme ou Barbarie*, n° 21, Paris, mars-mai 1957, p. 76.

⁴⁰Aron (Raymond), « Une révolution antitotalitaire », in *La Révolution hongroise. Histoire du soulèvement d'Octobre d'après les documents, les dépêches, les rapports des témoins oculaires et les réactions mondiales*, Plon, Paris, 1957. Néanmoins, de façon curieuse, Aron voyait dans la révolution hongroise une « étape décisive dans cette condamnation du soviétisme par l'idée socialiste », où « ouvriers, intellectuels, étudiants » s'étaient retrouvés « unis selon le rêve de Marx ».

⁴¹Marcuse (Herbert), *L'Homme unidimensionnel*, Éditions de Minuit, Paris, 1968, p. 181.

Toutes les révolutions du passé, comme la Révolution des conseils ouvriers en 1956, sont souvent présentées comme la « défaite d'une victoire »⁴², semblant vérifier ce que Rosa Luxemburg proclamait en janvier 1919, peu avant son assassinat :

« Votre 'ordre' est bâti sur le sable. Dès demain la révolution 'se dressera de nouveau avec fracas' proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi : J'étais, je suis, je serai ! »

Mais l'humanité actuelle peut-elle indéfiniment attendre la résurrection millénariste d'une révolution émancipatrice qui serait au bout du compte « la victoire d'une défaite » ?

Janvier 2006,

PHILIPPE BOURRINET

⁴²C'est le titre du livre de Miklós Molnár, déjà cité.